



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Reprise de l'aciérie AscoVal

Question au Gouvernement n° 1940

Texte de la question

REPRISE DE L'ACIÉRIE ASCOVAL

M. le président. La parole est à M. Fabien Roussel.

M. Fabien Roussel. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, les 268 salariés d'Ascoval ont reçu une nouvelle gifle hier, en découvrant que le groupe British Steel se trouvait en difficulté financière. Un vrai choc, alors que c'est aujourd'hui même qu'intervient la reprise de l'aciérie.

Cela fait plus de cinq ans que cela dure : cinq ans d'angoisse, de colère, de combat pour les salariés et leur famille. Ce sont eux qu'il faut rassurer une bonne fois pour toutes car ce sont eux qui ont mené une lutte exemplaire pour l'emploi. Sans eux, cette usine serait déjà démantelée.

Alors, monsieur le ministre, pouvez-vous garantir que cette reprise aura bien lieu, que British Steel tiendra ses engagements, tout comme l'État ?

Mais un autre problème se pose. L'État et les collectivités vont mettre 47 millions d'euros d'argent public sur la table, et l'industriel en mettra autant. Mais que font les banques ? Où sont-elles ?

Brexit or not Brexit, elles ne sont pas là. Pas une aujourd'hui ne vient participer à la reprise de ces entreprises en difficulté. C'est le cas pour Ascoval, mais je pourrais vous citer Arc International, Arjowiggins, et tant d'autres parmi nos plus précieux fleurons industriels.

C'est grave, car du fait de cette défaillance des banques, des fonds d'investissement les remplacent : ils prêtent à des taux usuriers, de 10 à 20 % ! Cette absence de soutien est un véritable scandale de la part de ces banques que les Français ont renflouées. (*M. Jean Lassalle applaudit longuement.*) Elles bénéficient des milliards d'euros de la Banque centrale européenne à des taux proches de zéro, sans condition, elles pratiquent l'optimisation fiscale, mais elles ne sont plus là quand il s'agit de financer l'économie, l'industrie et nos emplois ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI.*)

Monsieur le ministre, quand notre pays se dotera-t-il enfin d'un pôle public bancaire, qui sera aux côtés de nos entreprises pour prêter à taux zéro quand il s'agira de préserver nos emplois, nos outils de productions et, en même temps, d'accompagner la transition écologique ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI et plusieurs bancs du groupe SOC. M. Jean Lassalle applaudit aussi.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'économie et des finances.* Monsieur le député, je veux d'abord vous remercier

de votre engagement sur le dossier d'Ascoval. Je veux aussi vous rassurer.

M. Patrick Hetzel. Attention, votre déclaration avait fait perdre 2 % à Alstom !

M. Bruno Le Maire, ministre. Je veux rassurer les salariés d'Ascoval, qui ont connu cinq années difficiles, avec des attentes, des déceptions, des espoirs, de nombreuses incertitudes. Je veux rassurer les représentants syndicaux, que j'ai eus au téléphone il y a quelques instants. Je veux rassurer les clients d'Ascoval, qui hésitent aujourd'hui à passer commande, ne sachant pas ce qui peut se passer. Je veux rassurer les élus locaux, que j'ai eus au téléphone, notamment le président de la région des Hauts-de-France Xavier Bertrand

M. Pierre Cordier. M. Le Maire téléphone beaucoup !

M. Bruno Le Maire, ministre. British Steel tiendra ses engagements. L'État français tiendra ses engagements vis-à-vis d'Ascoval, et la reprise d'Ascoval par British Steel se fera.

J'ai décidé aujourd'hui le déblocage des 15 millions d'euros de prêt pour Ascoval. L'État français tient, à l'euro près, les engagements qu'il avait pris envers les salariés. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et quelques bancs du groupe MODEM.)*

British Steel a débloqué aujourd'hui les 5 millions d'euros qu'il s'était engagé à débloquer : British Steel tient ses engagements vis-à-vis des salariés.

Je peux vous le garantir, chaque jour, avec vous, avec les élus locaux, avec les représentants syndicaux, nous suivrons attentivement l'aciérie d'Ascoval, pour lui permettre de se redresser.

Mais je voudrais tirer une leçon de ce qui vient de se passer. Pourquoi British Steel connaît-il effectivement des difficultés ? Parce que la sortie de l'Union européenne est une impasse industrielle, économique et politique. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.)* Parce qu'en un an, British Steel a vu ses commandes s'effondrer. Parce que les clients de British Steel se disent que les Britanniques ne bénéficieront plus des mesures de sauvegarde que l'Union européenne a mises en place pour protéger le marché européen contre le risque de surcapacité de l'acier.

M. Pierre Cordier. C'est le peuple anglais qui a choisi !

M. Bruno Le Maire, ministre. Parce que nous pourrions, demain, avoir des droits de douane sur l'acier britannique.

Rester dans l'Union européenne, c'est la meilleure protection pour l'industrie française. *(Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.)*

M. Fabien Roussel. Le problème, ce sont les banques !

Données clés

Auteur : [M. Fabien Roussel](#)

Circonscription : Nord (20^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1940

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie et finances

Ministère attributaire : Économie et finances

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [15 mai 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [15 mai 2019](#)